

[Traduction]

LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

LES BUREAUX DE POSTE RURAUX DE LA CIRCONSCRIPTION DE FUNDY-ROYAL—LES DIMINUTIONS DE SERVICES ANNONCÉES

M. Bob Corbett (Fundy-Royal): Monsieur le Président, plusieurs petits bureaux de poste ruraux de la circonscription de Fundy-Royal et de tout le Canada ont été informés que leurs heures d'ouverture seraient réduites. On parle dans certains cas de fermer complètement toute la journée du samedi et le mercredi après-midi. Cette nouvelle a causé un émoi considérable dans les petites localités. Les services postaux sont pour beaucoup de gens un élément essentiel de leur vie privée et professionnelle.

La population de Fundy-Royal comprend que la Société canadienne des postes doit fournir un service fiable et efficace tout en tâchant de réduire graduellement son énorme dette. Toutefois, on craint en général que cet effort ne se fasse aux dépens des régions rurales. Ces dernières années, les localités rurales ont vu leurs services postaux se dégrader nettement, surtout avec la suppression de la livraison du samedi. Elles ne veulent pas subir d'autres diminutions de service.

Si les bureaux de poste sont fermés le samedi, cela privera de nombreux clients de la seule possibilité qu'ils ont de se rendre au bureau de poste. La réduction des heures d'ouverture diminuera encore davantage l'accessibilité de ce service essentiel pour les populations rurales. Le bureau de poste est l'âme de bien des petites localités et des collectivités rurales pour lesquelles de telles réductions sont toujours extrêmement pénibles.

Je prie le président et les autres dirigeants de la Société canadienne des postes d'examiner attentivement l'incidence de ces réductions de service sur les collectivités visées et de recommander que soient maintenus les services et les heures d'ouverture dont les clients ont bénéficié jusqu'à maintenant.

* * *

[Français]

LA SOCIÉTÉ RADIO-CANADA

LA PROGRAMMATION LOCALE ET RÉGIONALE DE LANGUE FRANÇAISE À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Monsieur le Président, la Fédération des francophones hors Québec a sollicité la semaine dernière l'intervention du ministre fédéral des Communications (M. Masse), afin de s'assurer que la programmation locale et régionale de la langue française de Radio-Canada à l'extérieur du Québec ne soit pas réduite dans le cadre des coupures budgétaires du ministre des Finances.

J'espère que le ministre des Communications appuie la position de la Fédération, monsieur le Président. Parfois la radio et la télévision de Radio-Canada constituent l'unique source d'information en langue française pour la majorité des communautés de langue française à l'extérieur du Québec.

Il est très important que le ministre des Communications indique rapidement à la Société Radio-Canada que la programmation locale et régionale de langue française à l'extérieur du Québec constitue une partie intouchable du mandat de Radio-Canada.

Article 21 du Règlement

● (1410)

L'AGRICULTURE

L'IMPORTANCE DE L'AIDE APPORTÉE AUX AGRICULTEURS

Mme Lise Bourgault (Argenteuil-Papineau): Monsieur le Président, l'Union des producteurs agricoles fête aujourd'hui à Québec ses 60 ans de vie syndicale agricole. J'aimerais personnellement souligner le travail inlassable des milliers de bénévoles qui, pendant plus d'un demi-siècle, ont défendu la cause des agriculteurs.

Monsieur le Président, je veux aussi profiter de mon intervention pour rappeler brièvement quelques revendications des agriculteurs québécois: une plus grande implication de la Société du crédit agricole dans le financement; des taux d'intérêts ne dépassant pas 10 p. 100; une politique laitière à long terme tenant compte des coûts de production; des programmes adaptés à la relève agricole; le réexamen du projet de déréglementation; le renouvellement des ententes fédérales-provinciales sur l'aménagement des forêts privées; une aide accrue à la commercialisation des nouvelles productions telle la production ovine.

Monsieur le Président, les demandes des agriculteurs ont été trop longtemps négligées depuis 15 ans. Notre gouvernement doit aider les agriculteurs à prospérer. Ce n'est qu'ainsi, monsieur le Président, que le désir du très honorable Brian Mulroney de faire du Canada une superpuissance agricole pourra se réaliser à court terme.

* * *

[Traduction]

LE TOURISME

LES RÉPERCUSSIONS DES COMPRESSIONS BUDGÉTAIRES

M. Dave Dingwall (Cape Breton-Richmond-Est): Monsieur le Président, j'ai demandé la parole pour exhorter le ministre de l'Expansion industrielle régionale, (M. Stevens) et, plus particulièrement, le ministre d'État chargé du Tourisme (M. McMillan) à renoncer aux mesures rétrogrades annoncées dans l'exposé financier du ministre des Finances (M. Wilson). Notre parti a été étonné d'apprendre que le ministre prévoyait réduire de 200 millions de dollars les crédits du programme stimulant la recherche et le développement scientifiques. Plus précisément, il a saboté les initiatives du secteur touristique en rendant les projets exécutés en vertu de ce programme inadmissibles en tant que projets touristiques. Cette initiative aura de graves conséquences pour de nombreux exploitants de petites entreprises touristiques un peu partout dans le pays, surtout ceux des régions désavantagées qui ont fondé leur faible économie sur le tourisme.

Monsieur le Président, je comprends que cette situation sera atténuée grâce aux ententes touristiques conclues entre le gouvernement fédéral et les autorités provinciales, mais il n'empêche que l'exploitant d'une petite entreprise dans la région de l'Atlantique, au Québec ou dans l'Ouest n'a aucun accès aux subventions accordées en vertu du programme stimulant la recherche et le développement scientifiques. Voilà pourquoi j'exhorte le ministre d'État chargé du Tourisme, et plus particulièrement le ministre de l'Expansion industrielle régionale, à remplacer ces mesures rétrogrades par celles qui existaient auparavant.